

Les premiers pas d'Emmanuel Macron au Proche-Orient

Par **Alain Gresh***

« Remettre la France dans le jeu sans a priori idéologique – c'est la doctrine du chef de l'Etat », en politique internationale résumait Jean-Dominique Merchet, éditorialiste au quotidien *L'Opinion* (28 août 2017). Le président Emmanuel Macron, venait de recevoir Donald Trump pour les cérémonies du 14-Juillet puis Vladimir Poutine à Versailles. Il est trop tôt pour définir les grands axes la politique étrangère française, d'autant que la victoire surprise d'Emmanuel Macron a amené aux postes de direction dans ce domaine comme dans d'autres une nouvelle génération de cadres – seule exception, Jean-Yves Le Drian, devenu ministre des affaires étrangères après avoir assumé, sous François Hollande le poste de la défense. D'autre part, Emmanuel Macron accorde la primauté aux réformes économiques internes qui permettraient, selon lui, de donner à la France plus de poids et d'œuvrer plus efficacement pour une réforme de l'Union européenne, une priorité pour Macron europhile convaincu.

Concernant la politique au Proche-Orient, la déclaration la plus significative de Macron a été donnée dans un entretien au *Figaro* (23 juin 2017) : « Avec moi, ce sera la fin d'une forme de néoconservatisme importée en France depuis dix ans. La démocratie ne se fait pas depuis l'extérieur à l'insu des peuples. La France n'a pas participé à la guerre en Irak (2003) et elle a eu raison. Et elle a eu tort de faire la guerre de cette manière en Libye. Quel fut le résultat de ces interventions ? Des Etats faillis dans lesquels prospèrent les groupes terroristes. » Et il ajoutait, qu'il ne voulait pas voir une telle situation arriver en Syrie. « Le vrai aggiornamento que j'ai fait sur ce sujet, c'est que je n'ai pas énoncé que la destitution de Bachar el-Assad était un

préalable à tout. Car personne ne m'a présenté son successeur légitime ! » Certains ont résumé ce positionnement comme « gaullo-mitterandien », formule de l'ancien ministre Hubert Védrine, en opposition au courant néoconservateur. L'enlisement de la France au Mali et dans le Sahel, la place centrale accordée à la lutte contre le terrorisme, ne sont pas étrangères à cet infléchissement et à la volonté de parler avec tout le monde.

On en a eu un exemple avec la réunion convoquée à Paris en juillet entre les frères ennemis libyens, le chef du gouvernement de Tripoli Fayez al-Sarraj et l'homme fort de l'est Khalifa Haftar. Pourtant, malgré la publication d'un communiqué commun, les résultats sur le terrain se font attendre et interrogent le poids réel de la France sur la scène internationale.

Sur les autres terrains proche-orientaux, c'est ce pragmatisme qui prévaut avec quelques inflexions. Emmanuel Macron a été extrêmement clair sur son soutien à l'accord sur le nucléaire iranien, au moment où l'administration américaine affirme vouloir s'en séparer ; il a même affirmé qu'il se envisageait de se rendre à Téhéran, une première pour un président français depuis la révolution de 1979. Ces déclarations ont été mal accueillies à Riyad, qui voit dans l'Iran l'ennemi principal. Les relations entre le royaume et la France se sont d'autant plus refroidies que Paris s'est prononcé pour la fin du blocus imposé par l'Arabie et ses alliés au Qatar – d'autant plus fermement que les autorités françaises ont considéré les informations données par l'Arabie sur les liens entre le Qatar et le terrorisme peu convaincantes. Et l'émir Tamim a été reçu à Paris le 15 octobre. Alors que sous la présidence Hollande l'alliance avec l'Arabie était centrale, Paris a pris quelques distances. Mais la France a

à cœur de continuer ses relations avec le royaume (y compris pour des raisons économiques) et poursuit son soutien à la guerre menée au Yémen.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'intervention de Macron dans la crise libanaise et la démission forcée du premier ministre Saad Hariri. L'objectif de la diplomatie a été double, sauver Saad Hariri et le faire sortir du royaume mais sans mettre en accusation l'Arabie et en lui permettant de « sauver la face ». C'était d'autant plus important, que le Liban reste, pour les politiques français, un pays à part à l'avenir duquel ils ne peuvent être indifférents. Il faut reconnaître que Paris a obtenu un incontestable succès en ménageant toutes les parties et, surtout, l'intérêt du Liban.

Enfin, on ne peut pas terminer un examen de la politique française dans la région sans évoquer la question palestinienne. Là l'inflexion est plutôt négative. Tout en continuant à affirmer son soutien à une solution à deux Etats, le président Macron a invité Benjamin Netanyahu à Paris pour les cérémonies de l'anniversaire de la rafle dit du Vel d'Hiv des juifs en 1942 en août 2017 et, dans son discours, a expliqué que « l'antisionisme est la forme réinventée de l'antisémitisme ». De tels propos avaient déjà été tenus par Manuel Valls quand il était premier ministre, mais jamais par un président de la République.

** Directeur du journal en ligne OrientXXI*